

AVOCATS

ÉMÉRITES

Ad. E.



2009

Barreau  
du Québec



**NOTE : dans ce document, la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes.**





AVOCATS

ÉMÉRITES

Ad. E.

---

**Cérémonie officielle  
de remise de  
la désignation  
honorifique**

dans le cadre du Congrès annuel  
du Barreau du Québec

Centre Sheraton Montréal  
Le 28 mai 2009



## LE COMITÉ DE RECOMMANDATION

Le comité de recommandation est composé de sept membres détenteurs de la distinction *Avocat émérite*, dont trois du Barreau de Montréal, deux du Barreau de Québec et deux des autres barreaux de section, nommés par le Conseil général pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

Pour la formation initiale du Comité, trois des membres sont nommés pour un mandat de trois ans, dont un comme président, deux pour un mandat de deux ans, deux pour un mandat d'un an, permettant ainsi de constituer le jury dès que possible parmi les membres ayant reçu le titre *Avocat émérite*.

Le comité de recommandation fait rapport au Conseil général qui entérine ou non ses recommandations.

Le nombre d'avocats émérites est soumis à un quota, soit 2 % des membres inscrits au Barreau du Québec.



## L'EXCELLENCE À L'HONNEUR

La désignation honorifique *Avocat émérite* vise à reconnaître l'excellence ainsi que les avocats au parcours exemplaire.

Les avocats admissibles peuvent œuvrer aussi bien en pratique privée qu'en entreprise ou au sein d'un organisme public ou parapublic. Les critères de sélection sont les suivants :

- L'excellence professionnelle d'une carrière menée de façon brillante. L'ascendant du candidat au sein de sa profession doit être de notoriété publique et la qualité de ses interventions se situer au-delà de la moyenne dans son champ de pratique. Il doit servir de modèle et de référence pour les membres du Barreau du Québec et du public.
- Une contribution soutenue et remarquable au développement de la profession d'avocat, soit par un engagement au sein du Barreau ou par la rédaction d'ouvrages ou d'articles de droit, soit par une participation à des colloques à titre de conférencier ou de panéliste, ou encore comme professeur dans le cadre de cours de formation professionnelle.
- Un rayonnement exceptionnel par ses engagements dans sa communauté ou par son parcours professionnel, qui rejaillit sur la profession d'avocat.





## LES RÉCIPENDAIRES DU TITRE ET LEURS SIGNES DISTINCTIFS

Les avocats désignés par le Comité de recommandation ainsi que les avocats ayant reçu ou qui recevront les autres reconnaissances que sont la *Médaille* et les *Mérites* du Barreau du Québec :

- affichent dans leur bureau un certificat sur papier fin de la papeterie St-Gilles de Saint-Joseph-de-la-Rive;
- portent une épinglette spécifique créée par la Maison Birks, représentant le symbole du Barreau du Québec auquel on a incorporé de l'or et un rubis;
- ajouteront après leur nom, les lettres Ad. E. pour *Advocatus Emeritus*; dans le cas où un avocat aurait déjà d'autres lettres honorifiques après son nom, la désignation Ad. E. serait placée à la suite de celles-ci.

Les pages qui suivent présentent individuellement les 43 *Avocats émérites* désignés en 2009 à qui la distinction est remise lors de la présente cérémonie, ainsi que les récipiendaires de la *Médaille* et des *Mérites* 2009 qui porteront automatiquement la désignation *Avocat émérite* s'ils ne l'ont pas déjà reçue.



Ad. E.



**Me Bernard Amyot, Ad. E.**  
Heenan Blaikie s.e.n.c.r.l, s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Bernard Amyot œuvre chez Heenan Blaikie depuis 1997. Il est associé au sein du groupe du litige et membre du Comité exécutif du cabinet. Alliant une connaissance approfondie du droit des affaires à sa vaste expérience des tribunaux, il représente et conseille les plus grands noms du monde du courtage en valeurs mobilières de même que des entreprises des secteurs les plus variés.

## **CONTRIBUTION**

Me Amyot a toujours été actif au sein des associations professionnelles telles que l'Association du Jeune Barreau de Montréal, qu'il a présidée en 1991-1992. ● Il a été président du Comité des communications avec les membres et a fait partie du Conseil du Barreau de Montréal. ● Il a œuvré au sein de plusieurs comités du Barreau du Québec, notamment le Comité exécutif, le Conseil général et le Comité de la formation professionnelle. ● Après plusieurs années d'engagement au sein de l'Association du Barreau canadien, il en a été président national en 2007-2008. ● Il a donné de multiples conférences et signé bon nombre de publications sur les enjeux juridiques inhérents aux activités de ses clients, abordant aussi des thèmes historiques et politiques.

## **RAYONNEMENT**

Depuis maintes années, il met ses talents d'administrateur au service de sociétés commerciales et d'organismes caritatifs ou communautaires. Il a ainsi fait partie du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal. Depuis 2004, il est administrateur de Xentel DM Inc. Il est aussi administrateur et secrétaire de L'Oréal Canada depuis 1997. Enfin, il préside le conseil d'administration de la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf.





Ad. E.

**Me René Amyot, c.r., Ad. E.**  
Amyot Lesage Bernard Drolet et Associés  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me René Amyot a 60 années d'expérience en droit et en gestion corporative. Il est reconnu par ses pairs comme étant une sommité du droit fiscal.

## **CONTRIBUTION**

Me Amyot a été assistant professeur à la Faculté des sciences administratives de l'Université Laval (1953-1969) et assistant professeur en droit fiscal (1960-1970) à la même université. ● Il a été l'instigateur d'un échange entre l'École de commerce de l'Université Harvard pour implanter le « *Case Method* » à la Faculté des sciences administratives de l'Université Laval. ● Il a été membre du Comité conseil sur la taxation du gouvernement du Québec, de la Fondation fiscale canadienne et de la Chambre de commerce internationale. ● Il a été président et membre du Comité exécutif du Centre de recherche industrielle du Québec. ● Il a fondé C.I.R.E.M., le Centre international de recherches et d'études en management en 1973, dont le 35<sup>e</sup> anniversaire a été célébré l'an dernier.

## **RAYONNEMENT**

Il a été membre du conseil d'administration de plus de 30 sociétés dont Dome Mines, Sigma Mines, Banque de la Nouvelle-Écosse, Air Canada, Rothmans, Imperial Life Insurance company, Robex et Logistec. Consul de Belgique de 1966 à 1982, il a reçu la Médaille de l'Ordre de Léopold offerte par ce pays en 1985. Il a été président de la Chambre de commerce de Québec (1972-1973). Il a été président de l'Association des anciens diplômés de l'Université Laval (1966-1967), membre de la Fondation de l'Université où il est désormais gouverneur au sein de la Faculté des sciences administratives. Il est administrateur de la société Les amis des plaines d'Abraham.





Ad. E.



**Me William David Angus, c.r., Ad. E.**  
Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me William David Angus est associé du cabinet, où il exerce le droit depuis 1963. Il est chef du groupe de pratique du droit du transport et des assurances, et membre du groupe du droit des affaires du cabinet de Montréal. Il possède une vaste expérience du droit maritime, du droit des assurances et du droit commercial.

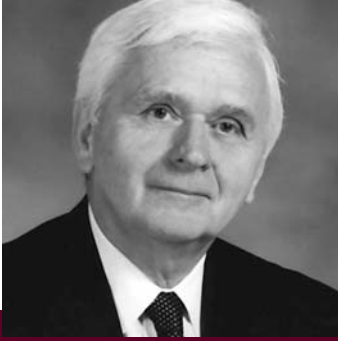
## **CONTRIBUTION**

Me Angus a présidé l'Association du Jeune Barreau (1969-1970), a siégé au conseil du Barreau de Montréal (1971-1972) et à plusieurs comités du Barreau du Québec, y compris le Comité de déontologie. ● Il est membre honoraire à vie de l'Association canadienne de droit maritime, dont il a été président (1989-1992). Il a été membre du conseil exécutif du Comité Maritime International (1994-2001). ● Il est l'auteur de plusieurs textes et un conférencier reconnu au Canada et à l'étranger.

## **RAYONNEMENT**

Il a été nommé membre du Sénat canadien en 1993. Il préside le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, en plus d'être membre de plusieurs autres comités sénatoriaux. Pour son service communautaire et dans la fonction publique, il a reçu la médaille commémorative du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada en 1992 et la médaille du jubilé de la Reine Élisabeth II en 2002. Il a siégé au conseil d'administration de nombreuses sociétés canadiennes ouvertes et fermées. Il préside depuis 2007 celui du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).





**Me François Aquin, Ad. E.**  
Me François Aquin  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me François Aquin exerce la profession d'avocat à Montréal depuis 1956 et s'est forgé une réputation exceptionnelle de juriste, de praticien et de plaideur, notamment en droit civil et administratif.

## **CONTRIBUTION**

Me Aquin a contribué tout au long de sa carrière à améliorer l'administration de la justice. Il a notamment présidé un sommet sur les réformes à apporter à la procédure civile (1996). ● Il a été chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Montréal (1969-1989). Il a agi à titre de formateur des juges de la Cour du Québec, de la Cour supérieure et de la Cour d'appel lors de la réforme du *Code civil* (1994). ● Il est membre de l'Association du Barreau canadien. ● Il a été le président des rencontres des intervenants judiciaires du Québec (1996 et 2003). ● Il a été conseiller du curateur public (1998). ● Il a participé à l'élaboration d'un code de confidentialité aujourd'hui incorporé à la *Loi sur le ministère du Revenu*. ● Souvent conférencier, il est également l'auteur de nombreux articles et ouvrages.

## **RAYONNEMENT**

Il s'est engagé politiquement au Québec pendant de nombreuses années, notamment en tant que président de la Fédération des jeunes libéraux du Québec (1959-1963), président de la Fédération libérale du Québec (1963-1964), député libéral dans Dorion (1966) et député indépendant (1967-1968). Il est Fellow de l'American College of Trial Lawyers.





**Me Giuseppe Battista, Ad. E.**  
Shadley Battista  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Giuseppe Battista est associé du cabinet. Sa pratique est axée vers le droit criminel, pénal et disciplinaire, et il possède une expertise reconnue au chapitre de l'éthique et de la déontologie. Il a représenté le Barreau du Québec et d'autres organismes devant les plus hautes instances.

## CONTRIBUTION

Me Battista a commencé sa carrière à l'aide juridique, section criminelle, a enseigné à l'École du Barreau (1994-1996 et 2002-2004) et a été chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université McGill (2005). Il a été procureur à la Commission Poitras (Sûreté du Québec) et maintenant à la Commission Oliphant (Mulroney-Schreiber). ● Il a été membre de nombreux comités et associations, dont l'Association des avocats de la défense de Montréal (1993-1998), le Comité du Barreau de Montréal sur l'administration de la justice (1993-1999), l'Association internationale des avocats de la défense depuis 1997, coprésident du Comité sur la déontologie du Barreau pénal international (BPI). ● En 2005, il est élu au conseil du BPI en tant que représentant du Barreau du Québec (La Haye). ● Il a donné de nombreuses conférences au Québec, au Canada et à l'étranger en plus d'écrire bon nombre d'articles dans ses domaines de pratique.

## RAYONNEMENT

Il a reçu un prix de l'AADM en 1995 pour l'affaire *Daviault* et en 1998 avec d'autres avocats pour l'affaire *Maranda*.





Ad. E.

**Me Jean-Louis Baudouin, c.r., Ad. E.**  
Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Jean-Louis Baudouin est associé du cabinet. Ancien juge à la Cour d'appel du Québec de 1989 à 2009, il est devenu juge surnuméraire en 2003. Réadmis au Barreau en janvier 2009, il pratique, entre autres, en litige et résolution de conflits, travail, emploi et droit de la personne, santé et sciences de la vie.

## CONTRIBUTION

Me Baudouin a eu une longue carrière universitaire (1962-1989) à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, où il a enseigné le droit des obligations, la responsabilité civile, le droit médical et la bioéthique. Il a également été professeur invité dans plusieurs universités. ● Il a été vice-président de la Commission de réforme du droit du Canada. ● Il a fondé, en 2006, la Chaire Jean-Louis Baudouin de droit civil à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. ● Il est président de la section québécoise de l'Association Henri Capitant. ● Il a participé à de nombreux congrès et rencontres internationales et est l'auteur de plus d'une centaine d'articles publiés dans les revues canadiennes et étrangères ainsi que de plusieurs ouvrages en droit civil, droit médical, obligations ou bioéthique.

## RAYONNEMENT

Il a reçu de nombreuses distinctions, entre autres : Médaille du Barreau du Québec (1988), doctorats honoris causa d'universités québécoises, canadiennes et étrangères, Prix Yves Pelissier de l'Académie internationale de droit et de santé mentale (2001), Médaille de la Faculté de droit de l'Université de Montréal (2009), Prix Ramon John Hnatyshyn décerné par l'Association du Barreau canadien pour contribution exceptionnelle du savoir juridique (2004) et Prix d'honneur de la Commission de réforme du droit du Canada (1984).





**Me Marcel Beaudry, c.r., Ad. E.**  
Gatineau

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Tout en menant de front sa pratique générale du droit, Me Marcel Beaudry a été tour à tour juge suppléant de la Cour de bien-être social, procureur de la couronne à temps partiel ainsi que procureur et conseiller juridique de la Ville de Hull (1970-1990). Il a présidé de nombreux tribunaux d'arbitrage et a été conseiller juridique de la Société de transport de l'Outaouais et de la Société d'aménagement de l'Outaouais.

## **CONTRIBUTION**

Me Beaudry a été membre de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (Commission Bélanger-Campeau – 1990). ● Il a présidé le Comité « L'Outaouais et son avenir économique » (1991-1992). ● Il a été président de la Commission de la capitale nationale canadienne (1992-2006).

## **RAYONNEMENT**

Il a été maire de la Ville de Hull en 1991. Il a été membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises, institutions financières et universités. Il a présidé de nombreuses collectes de fonds pour Centraide, l'Université d'Ottawa, le sport amateur et la sécheresse en Éthiopie, entre autres. Il a reçu de nombreuses distinctions, notamment la Médaille commémorative du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada (1992) et la Médaille du Jubilé d'argent de sa Majesté la Reine (2002), le Mérite du Barreau de Hull, le Prix Léon du leadership remis par la Commissaire aux langues officielles et l'Ordre de Gatineau, plus haute distinction accordée par la ville. Il a reçu un doctorat honorifique honoris causa de l'Université d'Ottawa (1993).





Ad. E.

**Me Marc Bellemare, Ad. E.**  
Bellemare, Avocat  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Pionnier de la défense des accidentés du travail et de la route, Me Marc Bellemare y a consacré l'essentiel de ses 30 ans de pratique et continue de le faire en pratique privée.

## **CONTRIBUTION**

Me Bellemare a été ministre de la Justice du Québec (2003-2004). ● Il a fait partie de nombreux comités du Barreau du Québec, notamment le premier comité sur l'assurance automobile (1996) et celui sur la santé et sécurité au travail en plus de mettre sur pied le Comité du Barreau sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels. ● Il a participé activement à la rédaction de divers mémoires que le Barreau a présentés en commission parlementaire sur l'amélioration des régimes publics québécois et sur la justice administrative. ● Il a donné plusieurs conférences et cours à la formation continue du Barreau du Québec en santé et sécurité au travail et sur les développements récents en matière d'accident d'automobile.

## **RAYONNEMENT**

Il a été chef fondateur du parti politique municipal Vision Québec et candidat à la mairie de Québec en 2005 et 2007. Il est membre fondateur du Club des collectionneurs en arts visuels de Québec depuis 2004. Il a accepté la présidence d'honneur de nombreux événements tels que la campagne de financement de la Maison-Dauphine (2005), le brunch de la Maison Jésus-Ouvrier (2004 et 2005) et la campagne de financement de la Maison L'Étoile (2006), de même que celle du 25<sup>e</sup> anniversaire de la coopérative Monseigneur Ferland (dont il a été président fondateur en 1979).





**Me France Bergeron, Ad. E.**  
Cain Lamarre Casgrain Wells  
Chicoutimi

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me France Bergeron, associée du cabinet, est reconnue pour sa vaste expérience en droit de la santé et de la sécurité au travail ainsi qu'en droit du travail et en droit disciplinaire.

## CONTRIBUTION

Me Bergeron a été bâtonnière du Barreau du Saguenay-Lac-Saint-Jean (2004-2005) et membre de ses comités sur la Cour du Québec et la Cour supérieure. ● Depuis 2008, elle est présidente du Comité sur les femmes dans la profession du Barreau du Québec. Elle a été membre du Comité de travail sur le projet de Loi 63 concernant l'amendement à la *Charte des droits et libertés de la personne* (2007-2008) et depuis 1995, elle est membre du Comité sur le régime de santé et sécurité au travail. ● Elle a été chargée de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi sur les aspects légaux de la pratique infirmière (1987-2000) et la législation du travail (1995-2000). ● Elle a été présidente de comités de discipline d'ordres professionnels (administrateurs agréés, médecins vétérinaires, travailleurs sociaux) et présidente suppléante (Chambre des notaires, arpenteurs-géomètres et Collège des médecins) de 2003 à 2007.

## RAYONNEMENT

Elle participe activement à plusieurs conseils d'administration, dont celui de la Fondation du Cégep de Chicoutimi et des Éditions Protégez-vous Inc. dont elle est vice-présidente depuis 2005. Elle fait aussi partie d'organismes dont Relais pour la vie de Saguenay et elle préside l'Assemblée des Centraide du Québec.





Ad. E.

**Me Louis P. Bernier, Ad. E.**  
Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Associé du cabinet, Me Louis P. Bernier œuvre en droit de l'emploi et en droit du travail. Il agit comme conseiller juridique pour les questions en matière d'emploi, y compris celles relatives aux contrats de travail, aux conventions collectives, aux normes du travail, aux modes de résolution des différends, à la concurrence déloyale et aux indemnités de départ. Il a occupé différents postes de gestionnaire au sein du cabinet, dont ceux d'associé-directeur régional et national (1996-2006).

## **CONTRIBUTION**

Me Bernier fait régulièrement des présentations et agit comme président de conférence sur différents sujets, entre autres, le harcèlement psychologique en milieu de travail, l'obligation d'accommodement, les relations patronales syndicales et la cessation d'emploi d'un employé cadre.

● Il collabore avec de nombreuses organisations, y compris l'Association canadienne des avocats d'employeurs et Insight Information. ● Il est aussi membre de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité nationale et membre du Conseil d'administration et du Bureau de direction de la Fédération des chambres de commerce du Québec où il agit à titre de président du comité Travail.

## **RAYONNEMENT**

Il a agi en juin 2008 comme coprésident de la Fête champêtre de la Fondation Armand-Frappier et il a été coprésident de la campagne Centraide pour le bureau de Montréal du cabinet (2007 et 2008). Il préside le conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Longueuil depuis février 2008. Il est reconnu par *The Best Lawyers in Canada 2008* à titre d'expert émérite en droit du travail et de l'emploi. Il est aussi reconnu par *Lexpert* en droit de l'emploi (*repeatedly recommended*) et en droit du travail (*consistently recommended*).





Ad. E.



**Me Jean G. Bertrand, Ad. E.**  
Ogilvy Renault s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Jean Bertrand, associé principal, est membre du comité exécutif du cabinet et administrateur national du groupe Litiges. Il œuvre principalement dans les domaines de l'arbitrage, des litiges commerciaux et corporatifs, des recours collectifs, du droit administratif et du droit autochtone.

## **CONTRIBUTION**

Me Bertrand a enseigné à l'École du Barreau du Québec et au séminaire annuel sur les techniques de plaidoirie. ● Il a fait partie du sous-groupe de travail sur les procédures spéciales du Comité du Barreau du Québec sur la réforme du *Code de procédure civile* et il est membre du Comité sur les recours collectifs du Barreau du Québec depuis 2006. Il a siégé au Comité de liaison avec le public du Barreau de Montréal. ● Au fil des ans, il s'est impliqué à divers titres dans d'autres associations professionnelles, notamment dans l'organisation des congrès de l'ABC, de l'AIJA et de l'Association canadienne des avocats en transport qu'il a présidée en 1999. ● Il prononce régulièrement des conférences sur divers sujets liés à ses domaines de pratique.

## **RAYONNEMENT**

Il est Fellow de l'American College of Trial Lawyers et du Litigation Counsel of America. Il figure au répertoire juridique *Lexpert* en litiges (commerciaux et corporatifs, responsabilité des administrateurs et des dirigeants et recours collectifs), énergie (électricité) et transport, ainsi qu'aux répertoires *Best Lawyers in Canada* et *Chambers Global*. Il est gouverneur du Festival des Olympiques spéciaux du Québec depuis 2006.





Ad. E.

**Me Ann Bigué, Ad. E.**  
Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Ann Bigué est associée du cabinet et exerce dans les domaines du droit administratif, constitutionnel et réglementaire, plus particulièrement en droit autochtone et en droit des ressources naturelles et de l'énergie.

## CONTRIBUTION

Me Bigué a été très active auprès de la division du Québec de l'Association du Barreau canadien et de plusieurs associations, notamment, la U.S. Energy Bar Association, l'Association de l'exploration minière du Québec et la Canadian Aboriginal Minerals Association. ● Elle a apporté un soutien juridique de première ligne dans le cadre de la réglementation des premières exportations d'électricité d'Hydro-Québec aux États-Unis et de l'expansion du gaz naturel au Québec. ● Elle a participé à la négociation d'accords importants sur des revendications territoriales et d'ententes entre des communautés autochtones et des entreprises du secteur des ressources naturelles, facilitant ainsi la mise en œuvre de projets majeurs. ● Elle a été membre, représentant le Barreau du Québec, du Comité consultatif du ministre de la Justice sur les nominations à la magistrature fédérale (2004-2006).

## RAYONNEMENT

Elle est reconnue au répertoire *Canadian Legal Lexpert Directory* comme chef de file en droit autochtone. Elle figure également dans le répertoire *Best Lawyers in Canada* dans le domaine du droit de la réglementation de l'énergie et dans le répertoire canadien *Femmes de Tête / Women in the Lead*. Elle est membre du Conseil d'administration de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal et membre du Conseil des gouverneurs de l'Association Pipeline.





**Me Stéphane Bourgon, Ad. E.**  
 Tribunal pénal international pour  
 l'ex-Yougoslavie (TPIY)  
 La Haye, Pays-Bas

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Stéphane Bourgon est reconnu en tant qu'expert en droit pénal international ainsi qu'en droit international humanitaire. Depuis 1998, il exerce au TPIY où il a d'abord été procureur, puis chef de cabinet du président de la juridiction et, enfin, conseil de la défense au cours des huit dernières années.

## **CONTRIBUTION**

Me Bourgon est membre, entre autres, de l'Association internationale des avocats de la défense (AIAD), du Barreau pénal international (BPI) ainsi que de l'Association des conseils de la défense du TPIY, organisme dont il fut l'un des membres fondateurs et dont il a été le président pour deux mandats de 2003 à 2005. ● Il est très souvent invité à titre de conférencier et/ou formateur par des organismes gouvernementaux, universités, forces armées, associations professionnelles et autres organisations non gouvernementales. ● Il est membre de groupes d'experts créés par le CICR, dont celui sur l'efficacité de la sanction pour assurer le respect du droit humanitaire. ● Il participe régulièrement à la formation en droit pénal international de juges et procureurs en provenance de plusieurs pays. ● Il a été maître de stage à titre individuel pour plus de 25 nouveaux membres de la profession d'avocat (1998-2008).

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu la Médaille de l'OTAN pour service militaire en théâtre opérationnel (République fédérale d'Allemagne) et à titre d'avocat militaire, la Médaille de l'OTAN pour service au sein de la Force de mise en œuvre (IFOR – Bosnie-Herzégovine). Il a publié plusieurs articles en droit international pénal et humanitaire et il a été professeur invité au Centre universitaire de DIH à Genève (Université de Genève et Institut universitaire des Hautes Études internationales).





Ad. E.

**Me Jules Brière, Ad. E.**  
Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Jules Brière, associé du cabinet, a acquis une excellente renommée dans les domaines du droit constitutionnel, du droit administratif, du droit social (santé) et du droit domanial (production, transport et distribution de l'hydroélectricité, régime forestier, régime des terres).

## **CONTRIBUTION**

Me Brière a enseigné le droit à l'Université Laval (1966-1970) et, comme professeur invité, à l'Université de Sherbrooke (1968-1970 et 1971) et à l'Université d'Ottawa.

● Il a travaillé comme adjoint au greffier en loi de la législature et a été sous-ministre au ministère des Affaires intergouvernementales (1970-1976). ● À maintes reprises, au cours de sa pratique, il a conseillé les gouvernements et divers ministères et organismes publics et parapublics, notamment sur les aspects juridiques de la gestion et de l'exploitation des ressources du domaine de l'État, de la protection du territoire et des activités agricoles ainsi que des relations entre l'État et les nations autochtones. ● Il a participé, comme légiste, à la conception, à la rédaction et à l'examen en commission parlementaire de nombreux projets de loi gouvernementaux présentés à l'Assemblée nationale du Québec. ● Il est titulaire de la Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon de l'Université Laval depuis 2006.

## **RAYONNEMENT**

Il est l'auteur de diverses publications traitant de droit administratif et de droit constitutionnel. Ses qualités et sa compétence sont reconnues par ses pairs tant au Québec qu'au Canada. Son engagement social dans la région de Québec est constant, notamment au soutien du Centre CASA, organisme communautaire voué au traitement des dépendances, et de sa Fondation.



Ad. E.



**Me William Brock, Ad. E.**  
Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l, s.r.l  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me William Brock, associé du cabinet, a développé une pratique axée sur le litige relatif au droit des sociétés et de valeurs mobilières, les allégations de fraude et de détournement, l'arbitrage et les différends internationaux.

## **CONTRIBUTION**

Me Brock siège au Conseil de discipline du Barreau du Québec depuis six ans et a été l'un des membres du Comité de liaison du Barreau/Cour supérieure où il a activement milité pour la création d'une chambre commerciale à cette Cour (2000-2004). ● Il est un conférencier juridique recherché qui présente fréquemment des exposés et des articles sur le droit des sociétés et la gouvernance d'entreprise. ● Il a été nommé au Comité de vérification du Commissaire à l'intégrité du secteur public (2008).

## **RAYONNEMENT**

Il figure dans *Lexpert/American Lawyer Leading 500 Lawyers in Canada*, *Who's Who of Canada*, le *Chambers Global Guide* et le *Lexpert-Thomson Guide of the 100 Most Creative Lawyers in Canada*. Il est reconnu par *LawDay* comme étant l'un des *Top 32 Leading Appellate Advocacy Lawyers in Canada* et l'un des *Top 26 Leading Lawyers in Directors and Officers Liability in Canada*. Il contribue à plusieurs organismes communautaires et philanthropiques, dont l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont où il a fondé le Fonds d'enseignement et de recherche sur les cancers du sang. Il est l'un des membres fondateurs (1999) de la Fondation Générations qui fournit nourriture et assistance aux Montréalais les plus démunis.





Ad. E.

**Me Henri Brun, Ad. E.**  
Faculté de droit de l'Université Laval  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Henri Brun, professeur émérite, enseigne à la Faculté depuis 1967. Ses domaines d'enseignement et de recherche sont le droit constitutionnel, le fédéralisme, les droits de la personne, le droit administratif et l'histoire du droit.

## CONTRIBUTION

Par ses écrits et ses enseignements, Me Brun a contribué à l'avancement des connaissances en droit constitutionnel canadien et québécois, notamment par le biais du traité *Droit constitutionnel*. Ce volume de doctrine est l'un des plus utilisés au Québec tant à des fins d'enseignement que par les avocats praticiens. ● Il a été adjoint et directeur de la revue *Les Cahiers de droit* (1975-1978 et 1981-1991). ● Il a été doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval (1987-1988) en plus d'avoir été membre de nombreux comités de l'Université. ● Il a été conseiller pour de nombreuses commissions d'étude et d'enquête et auprès de plusieurs organismes publics et privés. ● Il a représenté le gouvernement du Québec dans des dossiers complexes dont certains ont marqué l'histoire constitutionnelle du Québec relativement au bilinguisme institutionnel, le partage des compétences et le renvoi du droit de veto du Québec.

## RAYONNEMENT

Il a fréquemment contribué, grâce à des interventions dans les médias écrits et électroniques, à alimenter les discussions sur des questions d'intérêt public, mettant ainsi ses connaissances au service de la société civile. Il a été professeur invité dans plusieurs universités du Québec, du Canada, d'Europe et d'Afrique.





**Me Michel Décary, c.r., Ad. E.**  
Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Michel Décary, associé du cabinet, s'occupe de litiges en droit des sociétés, droit commercial et droit des valeurs mobilières, en droit administratif et constitutionnel, et des questions de responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants. Il conseille les membres de conseils d'administration concernant la gestion des crises et agit à titre de négociateur et de médiateur en droit du travail.

## **CONTRIBUTION**

Me Décary a pris part à d'importants litiges en droit administratif et en droit constitutionnel pour les gouvernements du Canada, du Québec et du Nouveau-Brunswick et pour de nombreuses entreprises. ● Il a agi comme procureur et a représenté des témoins devant plusieurs commissions d'enquête publiques (Cliche, Keable, Malouf, Doyon, Poitras, Gomery, O'Connor, Johnson et Oliphant). ● Il a été nommé coprocurateur en chef de l'équipe juridique chargée de défendre le premier accord de libre-échange canado-américain (1998). ● Il a été sous-ministre associé au ministère de la Justice du Québec. ● Il est actuellement chargé de cours à l'École supérieure de régie d'entreprise à l'Université McGill ainsi qu'au programme de formation du collège des administrateurs des sociétés de l'Université Laval. Il est l'auteur de l'ouvrage *Être un administrateur des sociétés d'État* publié en 2007.

## **RAYONNEMENT**

Il est Fellow de l'American College of Trial Lawyers. Il a été président du Comité du Québec (2004-2006) de cette institution, dont il est maintenant le Régent et à ce titre, responsable d'une région comprenant le Québec, l'Ontario et d'Upstate New York. Il est par ailleurs président ou membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés et organismes.





**Me Pierre Delisle, c.r., Ad. E.**  
Heenan Blaikie Aubut  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Cofondateur du cabinet Pothier Delisle, Me Pierre Delisle s'est joint au cabinet Heenan, Blaikie, Aubut en 2006 à titre d'avocat-conseil. Il exerce sa profession principalement dans les domaines du droit immobilier (zonage et urbanisme), de la fiscalité (évaluation foncière et expropriation) et du droit administratif (droit municipal et scolaire).

## **CONTRIBUTION**

Me Delisle a été membre délégué de l'Office des professions du Québec auprès du Comité de révision des honoraires des dentistes et des optométristes de 1978 à 1985 (Régie de l'assurance maladie). ● Il a pris part à la rédaction de plusieurs rapports relatifs au monde municipal (reconstitution des villes de Québec et Lévis, relations de travail dans le monde municipal). ● Il s'est impliqué auprès du Barreau du Québec dont il a été président du Comité sur la Cour d'appel (1993-1998). ● Il a été membre du comité organisateur de la Conférence juridique canadienne 2008 et Expo de l'Association du Barreau canadien (2007-2008).

## **RAYONNEMENT**

Il a été président du conseil d'administration du Collège François-Xavier-Garneau (1987-1992) et vice-président de la Fédération des cégeps (1988-1990). Il est gouverneur des fondations de l'Université Laval, du Barreau du Québec ainsi que du Collège François-Xavier-Garneau. Il a été membre du Comité des dons planifiés de Centraide Québec. Il s'est aussi impliqué auprès de l'Université Laval dans divers comités (entre autres, comité exécutif de 2004 à 2007, conseil d'administration de 2004 à 2007). Il a également présidé, en 2005, la Commission d'examen des processus de gestion à l'Université Laval.





Ad. E.



**Me Gaston Desrosiers, Ad. E.**  
Cain Lamarre Casgrain Wells  
Rimouski

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Gaston Desrosiers est associé directeur national du cabinet Cain Lamarre Casgrain Wells depuis 2003. Comptant plus de 30 ans d'exercice du droit, il a développé une expertise de pointe en affaires commerciales et corporatives, en financement ainsi qu'en droit immobilier et en propriété intellectuelle.

## **CONTRIBUTION**

Par la fusion des cabinets Cain Lamarre Wells de Chicoutimi, Gauthier Nepveu Leblanc Brouillette de Sept-Îles et Casgrain Desrosiers Lévesque Bujold Villeneuve de Rimouski, dont il a été l'un des grands leaders, Me Desrosiers a contribué à assurer la présence d'un cabinet d'avocats d'envergure au sein de régions et de centres urbains situés aux quatre coins du Québec. ● Il a également donné plusieurs conférences, formations et séminaires liés à ses domaines de compétence.

## **RAYONNEMENT**

Il est engagé dans son milieu notamment à titre de président de la Fondation de l'Université du Québec à Rimouski (depuis 2003) de même que président de la campagne de financement pour la nouvelle salle de spectacles de la Ville. Il a également été président du comité organisateur des Jeux du Québec à Rimouski en 2001, président de la Chambre de commerce de Rimouski, président de plusieurs campagnes Centraide du Bas-Saint-Laurent et président fondateur du Comité touristique de la Ville de Rimouski. Il est par ailleurs récipiendaire du Prix Dollard-Morin honorant l'engagement exemplaire d'une personne sur le plan du bénévolat au Québec.





Ad. E.

**Me J. Michel Doyon, OstJ, c.r., Ad. E.**

Gagné Letarte s.e.n.c.r.l.

Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Le bâtonnier J. Michel Doyon se consacre à sa pratique d'avocat et à divers projets de création, dont une série télévisée d'information juridique.

## CONTRIBUTION

Me Doyon a été conférencier et professeur à l'École du Barreau du Québec (1972-1986). ● Il a été membre du Conseil exécutif de l'Association internationale des jeunes avocats, membre du Comité organisateur du 14<sup>e</sup> Congrès de cette association (1976-1977) et membre du Comité organisateur du 32<sup>e</sup> Congrès de l'Union internationale des avocats (1987). ● Dans les années 1980 et 1990, il a été membre du conseil d'administration et président de l'Association des gens de l'air du Québec ainsi que membre du conseil administration de la Société Radio-Canada et président du Conseil de fiducie de la Caisse de retraite des employés de Radio-Canada. ● Il a été vice-président et trésorier de la Corporation des fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire du Barreau de Québec. Il a également été bâtonnier de ce Barreau (2003-2004). ● Membre de nombreux comités du Barreau du Québec, il a notamment fait partie du Comité exécutif et du Conseil général, du Comité de l'examen du Mérite, du Comité du développement de la profession, du Groupe de travail sur le programme d'assistance parentale et du Comité sur l'attribution d'une distinction honorifique. ● Il a été bâtonnier du Québec (2007-2008).

## RAYONNEMENT

Historien, professeur et écrivain, il a su faire cohabiter pratique de la profession et création. Il a, entre autres, signé 13 émissions diffusées à Radio-Canada sur l'histoire du droit au Québec, un ouvrage sur l'histoire des avocats et du Barreau et, plus récemment, 13 émissions d'information juridique diffusées à Canal Savoir.



Ad. E.



**Me François Dupin, Ad. E.**  
Le Curateur public du Québec  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me François Dupin est juriste pour le Curateur public du Québec. Il a développé une expertise en droit des personnes, en droit de la responsabilité civile et en droit civil en général.

---

## **CONTRIBUTION**

Me Dupin est membre du Comité permanent du droit des personnes du Barreau du Québec et membre du Comité santé mentale et justice. Il a été membre du comité de révision de la procédure civile ● Il est organisateur et conférencier du colloque annuel en matière de protection des personnes vulnérables à la formation continue du Barreau (depuis 2000). ● En plus d'enseigner à l'École du Barreau en droit des personnes, il y est rédacteur et réviseur (depuis 2006). ● Il est l'auteur de nombreux écrits, entre autres, pour la formation continue du Barreau et la *Revue du Barreau*. ● Il a participé à des commissions parlementaires en plus de donner des conférences pour diverses sociétés ou associations, notamment la société d'Alzheimer du Québec, l'Association des parents en difficulté, l'Université McGill et l'Université d'Ottawa, ou participé à des colloques nationaux ou internationaux, tel récemment celui des Entretiens du Centre Jacques-Cartier.

## **RAYONNEMENT**

Il est le fondateur d'une clinique juridique au YMCA/ Avenue du Parc (1987) dédiée d'abord aux immigrants et a été membre du conseil d'administration (jusqu'en 1990). Il a été membre de la table de concertation sur les abus au CLSC René-Cassin (jusqu'en 2008).





Ad. E.

## Me L. Jean Fournier, C.M., C. Q. Ad. E. Trois-Rivières

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Retraité du monde des affaires depuis quelques années, Me L. Jean Fournier est le président provincial du Conseil de liaison des Forces canadiennes et le président des fêtes du 375<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Ville de Trois-Rivières qui se tiennent cette année.

### CONTRIBUTION

Me Fournier est très actif au sein de la communauté juridique de la Mauricie et le fut également sur le plan provincial au cours des deux années où il a siégé au conseil général (2006-2008). ● Il a été bâtonnier de la section de la Mauricie (2007-2008). ● Il est l'instigateur de la reconnaissance *Avocat émérite* du Barreau du Québec. ● Au début de sa carrière, il a été chargé de cours de droit à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

### RAYONNEMENT

Reconnu « Homme de l'année » en 2003 par la presse de sa région, il a siégé à de nombreux conseils d'administration; il a notamment été président au conseil du port et de l'aéroport de Trois-Rivières. Il est aussi très engagé dans la communauté auprès de divers organismes régionaux, provinciaux et même nationaux. Plusieurs honneurs lui ont été décernés, notamment : l'Ordre du Canada et l'Ordre national du Québec, la médaille de l'Association des avocats et avocates de province du Québec pour la contribution à la promotion des services juridiques en région, le médaillon du 75<sup>e</sup> anniversaire de la Société de géographie royale du Canada et la mention élogieuse pour service distingué du Chef d'État major de la défense du Canada.





**Me Pascale Fournier, Ad. E.**  
 Faculté de droit de l'Université d'Ottawa  
 Ottawa

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Pascale Fournier est professeure adjointe à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Ses recherches et son enseignement portent sur le droit comparé de la famille, l'Islam et le judaïsme en Europe et en Amérique du Nord, le rapport entre multiculturalisme, religion et droits des femmes et la régulation de la culture.

## CONTRIBUTION

Me Fournier a publié de nombreux écrits dans des revues professionnelles et académiques et auprès de maisons d'édition hautement respectées, en plus de participer à plusieurs colloques internationaux à titre de conférencière, notamment à l'Université Harvard et à celle de Princeton.

● Elle a été professeure invitée dans des institutions universitaires, telles que l'Université des Nations Unies pour la paix au Costa Rica, l'Institut de recherche et d'études des femmes en Iran et l'Université d'État d'Haïti. ● En 2004, elle a guidé juridiquement le Conseil canadien des femmes musulmanes lorsque celui-ci s'est opposé à l'instauration des tribunaux islamiques en Ontario. ● Elle agit à titre d'experte pour le compte des Nations Unies dans le domaine du droit des femmes et droit islamique en Tunisie, en Égypte, au Nigéria et en Malaisie.

## RAYONNEMENT

En 2003, elle a lancé une initiative à l'Université Harvard intitulée « Action directe » permettant à un groupe d'étudiants de se rendre en Haïti afin d'apporter leur soutien aux écoles primaires. Elle est membre des conseils d'administration du Réseau pancanadien sur la santé des femmes et du milieu (depuis 2008), de Jeunesse Canada Monde (depuis 2003) et de la Fondation Paul Gérin-Lajoie (depuis 2002).





Ad. E.

**Me Stella Gabbino, Ad. E.**  
Ministère de la Justice du Québec  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Stella Gabbino est procureure en chef adjointe et responsable de la section des appels de Montréal. Elle est aussi mandataire désignée en matière d'écoute électronique.

## **CONTRIBUTION**

En 1995, Me Gabbino s'est jointe à titre de représentante du procureur général au Groupe de travail chargé d'examiner les pratiques en matière d'enquêtes criminelles des corps de police du Québec. ● Elle siège au Comité provincial des appels et est responsable provinciale du Comité consultatif en matière d'écoute électronique. ● Elle a enseigné à ses pairs tant en poursuite qu'en défense ainsi qu'aux différents corps policiers de la province. À l'École des poursuivants, elle donne le cours des Techniques de plaidoiries chaque été depuis 2004. ● Elle a été conférencière à plusieurs reprises, notamment au profit du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue et du Barreau du Québec au Colloque sur les développements récents en droit criminel organisé par le Service de la Formation continue. ● Elle rédige de nombreux mémoires pour la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada.

## **RAYONNEMENT**

Elle a contribué à la formation des futurs avocats plaideurs en agissant comme « évaluateur-critique » auprès des étudiants à la Société de la coupe Sopinka. Elle a toujours fait preuve d'une grande disponibilité à l'égard de ses collègues et auprès des jeunes avocats qui débutent dans leur carrière au Directeur des poursuites criminelles et pénales de Montréal.



Ad. E.



**Me Paule Gauthier, C.P., O.C., O.Q., c.r., Ad. E.**  
Stein Monast s.e.n.c.r.l  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Paule Gauthier est avocate associée du cabinet depuis 25 ans.

## **CONTRIBUTION**

Me Gauthier a été une pionnière dans le domaine de l'arbitrage, autant pour des ordres professionnels que dans le domaine des sports. ● Elle est médiatrice accréditée du Barreau du Québec, titulaire d'un certificat de médiateur du Harvard Law School et Fellow du Chartered Institute of Arbitrators. ● Son nom apparaît sur la liste d'arbitres et médiateurs de plusieurs organismes nationaux et internationaux, dont le Comité d'arbitrage du Conseil canadien de la Chambre de commerce internationale, de la section 19 de l'ALENA, de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada Inc., du Comité d'arbitrage international de l'Association américaine d'arbitrage, de la London Court of International Arbitration, du Centre canadien d'arbitrage commercial et du Tribunal Arbitral du Sport (TAS).

## **RAYONNEMENT**

Elle est la première femme élue présidente de l'Association du Barreau canadien après 78 ans d'existence. Elle est membre du conseil d'administration de plusieurs grandes compagnies publiques et privées dont la Banque Royale du Canada, RBC Dexia Investor Services Trust, Métro inc. TransCanada Corporation et TransCanada Pipelines Limited et de Groupe Cossette communication. Depuis 1994, elle est consule générale (honoraire) du Royaume de la Suède et, à ce titre, a reçu l'Ordre royal de l'Étoile polaire de la Suède. Elle a également reçu la médaille « Gloire de l'Escolle » de l'Université Laval (2000).





**Me Linda Goupil, Ad. E.**  
Lagacé Goupil et Lacasse  
Lévis

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Linda Goupil est avocate en droit familial et médiatrice familiale accréditée.

## **CONTRIBUTION**

Me Goupil a travaillé intensément à l'implantation de la médiation familiale volontaire au Québec. ● Elle a siégé à l'Assemblée nationale comme députée et ministre (1998-2003). Elle a été la première femme ministre de la Justice et procureure générale dans l'histoire du Québec. ● Elle a fondé et présidé l'Association des familialistes du Québec (1993-1997). ● Elle a été présidente du comité tripartite de la Cour supérieure en matière familiale (1993-1997) et conseillère au Barreau du Québec (1996-1998). Elle a aussi siégé à de nombreux comités du Barreau du Québec, dont celui du comité permanent du droit de la famille (1995-1998). Elle siège également au Comité de discipline du Barreau. ● Elle a été chargée de cours à l'École du Barreau de 1995 à 1998 et de 2004 à aujourd'hui (droit de la famille, droit des personnes, droit des successions, technique d'entrevues et éthique).

## **RAYONNEMENT**

En parallèle de sa pratique professionnelle, elle a siégé à plusieurs conseils d'administration au sein de sa communauté. Entre autres, pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au comptoir Le Grenier, pour l'environnement, au Bassin de la rivière Etchemin, et À tire-d'aile, organisme venant en aide aux femmes et enfants victimes d'agressions à caractère sexuel. Aujourd'hui, elle siège à Centraide Québec et Chaudière Appalaches pour soutenir les plus démunis et au conseil d'administration de la Caisse populaire de Lévis. Elle a reçu la médaille du Barreau de Québec en 2000.





Ad. E.



**Me George R. Hendy, Ad. E.**  
Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me George R. Hendy est associé et chef du secteur du litige du bureau de Montréal du cabinet. Sa pratique est orientée vers les litiges de sociétés et les litiges commerciaux.

## **CONTRIBUTION**

Me Hendy a agi dans des dossiers d'envergure devant les tribunaux de toutes instances, incluant la Cour suprême du Canada. ● Dans la dernière année, il a mené les équipes de plaideurs qui ont remporté deux des plus importants litiges civils au Québec (*Gennium c. Genpharm* et *Holding Tusculum c. Louis Dreyfus*). ● Il a été président de la division Québec de l'Association du Barreau canadien (2000-2001) et il préside actuellement la section québécoise du American College of Trial Lawyers.

## **RAYONNEMENT**

Il est cité dans *Lexpert/American Lawyer Media 2007 Guide to The Leading 500 Lawyers in Canada*, *Best Lawyers in Canada 2009* et dans *Chambers Global Guide 2009* comme un chef de file en matière de litiges de sociétés et de litiges commerciaux au Québec, ainsi que dans l'édition 2007-2008 du *PLC Cross-border Handbook for Labour and Employee Benefits*. Il est lauréat du Prix Douglas Miller (2007) décerné par l'Association du Barreau canadien. Il est également Fellow du American College of Trial Lawyers. Il a été le président de l'Hôpital Reddy Memorial à Montréal (1987-1997) et est directeur et vice-président de la Bishop's University Foundation.





Ad. E.

**Me Jean Hétu, Ad. E.**  
Faculté de droit de l'Université de Montréal  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Diplômé des Facultés de droit de l'Université de Montréal et de l'Université Harvard, Me Jean Hétu est professeur titulaire et enseigne le droit municipal ainsi que le droit administratif général.

## CONTRIBUTION

Me Hétu s'est toujours impliqué au sein des différents comités de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, en plus d'y enseigner. ● Il a fondé en 1993 le *Bulletin de droit municipal* qui a été remplacé par l'*Actualité juridique municipale*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et, entre autres, a publié en 1998 *Droit municipal : Principes généraux et contentieux* qui est devenu le principal ouvrage de référence au Québec dans ce domaine. Il a été le rédacteur pour le Québec des *Municipal and Planning Law Reports*. ● Il a participé à la rédaction du rapport Malouf (Commission d'enquête sur le coût des Jeux olympiques) en 1980. ● Il a été membre du conseil d'administration de la Société québécoise d'information juridique, du Comité de révision de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* et président du Groupe de travail sur la réforme des cours municipales. ● Il est actuellement président du Comité permanent sur les affaires municipales du Barreau du Québec.

## RAYONNEMENT

Il a été membre du conseil d'administration de la Société généalogique canadienne-française (1974-1985). Il est membre du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Vieux-Longueuil ainsi que du Comité de sélection du Fonds d'aide juridique de l'Union des municipalités du Québec.



Ad. E.



**Me Yves Joli-Coeur, Ad. E.**  
De Grandpré Joli-Coeur s.e.n.c.r.l  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Yves Joli-Coeur est associé principal du cabinet. Il est spécialisé en droit immobilier et en droit de la copropriété divise. Il a su se démarquer au cours des dernières décennies, tant devant les tribunaux qu'auprès de l'État, pour son apport au développement du droit de la copropriété.

## **CONTRIBUTION**

Me Joli-Coeur a enseigné le droit de la copropriété à l'Université du Québec à Montréal dans le cadre de la formation intitulée « Aspects juridiques liés à la copropriété » (2001). ● Il est l'auteur de nombreux articles et publications, dont le coauteur du *Code de la copropriété divise* publié pour la 1<sup>re</sup> fois en 2005, et un conférencier recherché, notamment pour les déjeuners-conférences organisés par l'Association du Barreau canadien – Section Québec (2005) et la formation continue du Barreau du Québec. ● Il est l'un des cofondateurs du Cercle immobilier France/Québec, organisme d'échanges bilatéraux qui compare les points de vue des professionnels et utilisateurs de biens immobiliers dans les deux pays.

## **RAYONNEMENT**

Depuis 2005, il organise le Salon de l'immobilier et de la copropriété. Il est l'instigateur et promoteur du site internet [www.condolegal.com](http://www.condolegal.com), l'un des premiers sites internet visant la vulgarisation du droit de la copropriété au Québec. Il a participé à la fondation de deux organismes sans but lucratif, le Regroupement des gestionnaires et copropriétaires du Québec (dont il est le secrétaire) et le Conseil de la copropriété du Québec. Il est régulièrement approché par les médias afin de vulgariser le droit de la copropriété au Québec.





Ad. E.

**Me Claude Joyal, Ad. E.**  
Ministère de la Justice du Canada  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Claude Joyal est avocat plaideur au bureau régional du Québec du ministère. Au fil des ans, il a développé une expertise en matière de liberté d'expression, droit des minorités linguistiques et droit constitutionnel, et a plaidé devant divers tribunaux y compris la Cour suprême du Canada.

## **CONTRIBUTION**

Me Joyal a été chargé de cours en droit à l'Université du Québec à Montréal (1992-1995 et 1998). ● Il a enseigné le droit civil et le droit administratif à l'École du Barreau du Québec (1977-1988), il a mis sur pied le cours de techniques de plaidoirie en matière de droit civil, pénal et administratif, il a donné le cours « représentation » (1988-1989). ● Il a été vice-président du Comité de la formation professionnelle (1990-1991) et membre du sous-comité d'évaluation de l'École du Barreau (1997-1999). Il a été membre du sous-comité des équivalences pour les avocats étrangers (1998-2007). ● Il a donné plusieurs conférences, notamment au congrès du Barreau (2006), à l'Association du Jeune Barreau de Montréal, au colloque sur les recours collectifs (2008) et il a participé aux Journées Strasbourgeoises (1988 et 1992).

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu une distinction (Médaillé du Barreau de Paris) pour avoir terminé premier aux examens du Barreau du Québec (1977). Généreux de ses conseils et de son temps, il agit comme mentor auprès de ses collègues. Il a été trésorier de l'Institut international de droit d'expression française (1999-2003).



Ad. E.



**Me Marie-Claude Landry, Ad. E.**  
Landry Boucher & Associés Avocats inc.  
Cowansville

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Fondatrice du cabinet, Me Marie-Claude Landry a orienté sa pratique vers le droit civil et familial.

## **CONTRIBUTION**

Me Landry s'est impliquée au sein du conseil d'administration du Barreau de Bedford comme conseillère élue.

● Pendant une dizaine d'années, elle a été membre du Tribunal canadien des droits de la personne. ● Conférencière dans divers domaines, outre le domaine juridique, elle donnait récemment une conférence sur la gouvernance des établissements de santé. ● Elle est cofondatrice d'un Groupe de concertation régionale, ayant comme mandat la sauvegarde et la rénovation du Palais de justice de Cowansville et le maintien des services judiciaires dans Brome-Missisquoi, lequel a été inauguré en mai 2009.

## **RAYONNEMENT**

Récipiendaire en 2005 du prix « *Voix de l'Excellence* », décerné par le journal *La Voix de l'Est*, elle a également été honorée par le Réseau de l'Université de Sherbrooke, région Shefford, Brome-Missisquoi, pour son engagement professionnel, social et communautaire. En 2008, elle a été présidente d'honneur du brunch annuel de l'organisme Oasis Santé mentale, dont elle est marraine depuis plusieurs années. Membre de plusieurs conseils d'administration au cours des dernières années, elle préside le conseil d'administration du CSSS La Pommeraie. Elle est présidente du Regroupement des établissements de santé de la Montérégie et membre du conseil d'administration de l'Association québécoise des établissements de santé et des services sociaux (AQESSS), dont elle a reçu le prix Leadership 2008. Elle est également active comme bénévole dans plusieurs autres organismes, dont le Diapason, qui offre du soutien aux malades atteints du cancer et à leur famille.





Ad. E.

**Me Robert-Max Lebeau, Ad. E.**  
Financière Sunlife (retraité)  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Robert-Max Lebeau a travaillé près de 38 ans comme avocat à la Financière Sunlife, dont il a été nommé vice-président Affaires juridiques en 2000.

## **CONTRIBUTION**

Me Lebeau a dirigé le Service juridique de Montréal constitué de professionnels de l'assurance, des régimes de retraite, des valeurs mobilières et du droit immobilier (1993-2008). ● Il a participé à plusieurs comités de l'Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes et a été président du Comité juridique québécois pendant plus de huit ans. ● Il a été actif au sein de l'Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises (ACCJE) du Barreau canadien et a siégé à son Comité exécutif. ● Il est membre de l'Association des secrétaires et chefs de contentieux du Québec depuis 1996 qu'il a présidée (2001-2003). ● Il a été membre du conseil d'administration et vice-président du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle (1997-2003), membre du Comité de déontologie (2004-2008) et du Comité de l'inspection professionnelle (2005-2008) du Barreau du Québec. ● Il a donné de nombreuses conférences sur l'assurance et la protection des renseignements personnels, mais aussi relativement à la déontologie des conseillers juridiques.

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu le prix Robert V.A. Jones de l'ACCJE en guise de reconnaissance pour sa contribution exceptionnelle au développement et à la promotion de la communauté des conseillers et conseillères d'entreprises. Il a également siégé aux conseils d'administration de différentes organisations à but non lucratif dont, entre autres, le Théâtre de l'Opsis, la Maison Théâtre et le Comité d'acquisition du Musée des beaux-arts de Montréal.



Ad. E.



**Me Jane Meagher, Ad. E.**  
Association canadienne d'études fiscales  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Jane Meagher a pratiqué pendant plus de 30 ans au sein du ministère de la Justice du Canada, d'abord à Ottawa puis à Montréal. Depuis l'automne 2008, elle est directrice du bureau de Québec de l'Association canadienne d'études fiscales (ACEF).

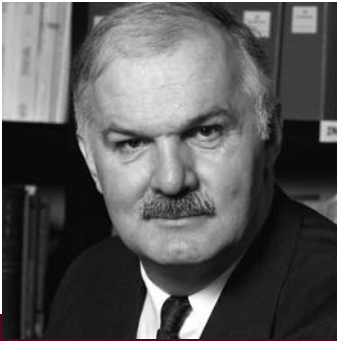
## **CONTRIBUTION**

Me Meagher a apporté une contribution exceptionnelle aux efforts du gouvernement pour harmoniser la *Loi sur l'impôt sur le revenu* aux particularités du droit civil québécois et de la terminologie juridique française. ● Elle a été responsable du Comité des litiges de la direction du droit fiscal au Bureau régional du Québec (BRQ) et a été nommée au Comité des affaires juridiques du BRQ. Elle a également été présidente de ce Comité (2005-2008). Elle a représenté le BRQ, à titre de civiliste, au sein du Comité national des litiges du ministère de la Justice du Canada. ● Elle s'est impliquée au sein du Comité de la Revue de l'APFF (1996-2006) et a été membre du Comité sur la sténographie du Barreau de Montréal (1996-2006). ● Conférencière prisée, elle livre de nombreuses présentations lors de congrès, colloques et symposiums. Elle a aussi donné de nombreuses formations au sein du ministère de la Justice et de l'Agence du revenu du Canada.

## **RAYONNEMENT**

En 2007, elle a reçu le prix du sous-ministre, Me John Sims, pour son leadership et son rôle d'ambadrice du BRQ. Elle a siégé au conseil d'administration de CORDI, Carleton-Ottawa Residence for the Disabled, durant plusieurs années.





Ad. E.

**Me Jean-Pierre Ménard, Ad. E.**  
Ménard & Martin Avocats  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Jean-Pierre Ménard, fondateur du cabinet, a développé une expertise qui fait de lui une autorité en droit de la santé. Par d'innombrables poursuites en responsabilité médicale, recours collectifs, enquêtes publiques du coroner et interventions médiatiques, il a fait avancer les droits des usagers du système de santé, particulièrement à l'égard de la sécurité des soins.

## **CONTRIBUTION**

Me Ménard est l'auteur de plus d'une quarantaine de publications et a prononcé à ce jour près de 400 conférences, séminaires, sessions de formation, etc. ● Il participe depuis plusieurs années aux activités du Barreau du Québec, entre autres, il est membre du Comité sur le droit des personnes depuis 15 ans et du Comité spécial du Barreau sur la santé mentale. ● Il enseigne au programme de maîtrise en droit et politiques de santé de l'Université de Sherbrooke, à la maîtrise en administration et politiques de santé de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. ● Il a été membre du Tribunal des droits de la personne du Canada et membre du Comité consultatif du Curateur public sur la protection et la représentation des personnes inaptes.

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu plusieurs distinctions dont, entre autres, le Prix Orange de l'Association des groupes d'intervention et de défense des droits en santé mentale du Québec (1999), et a été nommé Personnalité de l'année de l'Association québécoise d'intégration sociale (2000). Il a également reçu le Prix Reconnaissance 2009 de l'Université du Québec à Montréal pour ses réalisations professionnelles et son engagement social.





Ad. E.



**Me Marie-José Nadeau, Ad. E.**  
Hydro-Québec  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Marie-José Nadeau s'est jointe à Hydro-Québec en 1993. Elle y occupe les fonctions de vice-présidente exécutive aux Affaires corporatives et secrétaire générale depuis 1996. C'est à ce titre qu'elle supervise la gestion des Affaires juridiques de l'entreprise.

## **CONTRIBUTION**

Avant de rejoindre Hydro-Québec, Me Nadeau a exercé sa profession au gouvernement du Canada, puis au gouvernement du Québec aux ministères de l'Environnement et de l'Énergie et des Ressources, dans diverses fonctions stratégiques. ● Elle est membre du conseil d'administration de Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited. ● Elle est membre des conseils d'administration du Conseil canadien de l'énergie et du Conseil mondial de l'énergie dont elle préside le Comité des communications. ● Elle a été présidente du conseil d'administration de l'Association canadienne de l'électricité (2000). ● Elle préside également le conseil d'administration de la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement.

## **RAYONNEMENT**

Elle est vice-présidente du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal et membre des conseils d'administration de l'Université Concordia, du Musée des beaux-arts de Montréal et du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. En outre, elle dirige depuis plusieurs années une campagne annuelle de sollicitation de Centraide et elle est active dans plusieurs collectes de fonds. Elle est également membre du conseil d'administration de Metro Inc. Elle est récipiendaire de l'Ordre du mérite de la Faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa.





Ad. E.

**Me Warren J. Newman, Ad. E.**  
Ministère de la Justice du Canada  
Ottawa

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Warren J. Newman est avocat général principal de la section du droit administratif et constitutionnel du ministère de la Justice du Canada. Il exerce le droit public au sein du ministère et des institutions fédérales depuis plus de 25 ans.

## CONTRIBUTION

Me Newman a comparu à maintes reprises devant les tribunaux judiciaires tant québécois que canadiens, de même que devant la Cour suprême du Canada, notamment dans le *Renvoi relatif aux droits linguistiques du Manitoba* et le *Renvoi relatif à la sécession*. ● Il a témoigné à titre de juriste-expert devant plusieurs comités du Sénat et de la Chambre des communes sur divers projets de loi et des questions de droit public et constitutionnel. ● À titre de professeur auxiliaire, il donne le cours de droit public fondamental à la section de droit civil de l'Université d'Ottawa et il est directeur du programme de maîtrise en droit constitutionnel à la Faculté de droit d'Osgoode Hall, où il donne le cours sur le fédéralisme et les institutions législatives et politiques. ● Il est régulièrement sollicité comme conférencier dans des colloques d'envergure nationale et internationale. Il est aussi l'auteur de nombreux textes et ouvrages portant sur les principes constitutionnels et la primauté du droit, entre autres.

## RAYONNEMENT

Il a reçu la prime du sous-ministre de la Justice pour son excellence professionnelle (1989), la prime au mérite du sous-ministre de la Justice (1997) et une mention d'honneur du ministre de la Justice du Canada pour son engagement envers la promotion de la dualité linguistique et juridique du pays (1998).



Ad. E.



**Me Denis Paradis, C.P., Ad. E.**  
Dunton Rainville  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Le bâtonnier Denis Paradis est avocat-conseil en relations internationales.

---

## **CONTRIBUTION**

Me Paradis a été 1<sup>er</sup> conseiller de la section de Bedford (1991-1992) et bâtonnier du Québec (1993-1994). ● Il a été président du Comité sur les palais de justice (1992 à 1994) et président de l'Association des avocats de province (1983). ● Il est l'initiateur du jumelage du Barreau de Bedford avec celui du Vermont. ● Il est coauteur de l'ouvrage *Règles de procédure devant les tribunaux administratifs*, publié en 1985.

## **RAYONNEMENT**

Il a représenté le comté de Brome-Missisquoi à la Chambre des communes (1995-2006). Il a été ministre d'État aux institutions financières du gouvernement du Canada (2004), ministre d'État responsable de l'Amérique latine et de l'Afrique (2002-2003) et ministre de la Francophonie (2002-2003). Il a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et de la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, président du caucus libéral du Québec, vice-président du Comité permanent de la santé, vice-président du Comité mixte permanent des langues officielles et président du Comité mixte spécial sur la modification de la Loi constitutionnelle à l'égard du système scolaire du Québec. Il est commandeur de l'Ordre de la Pléiade (francophonie). Il est aussi vigneron (Domaine du Ridge).





**Me Chantal Perreault, LL.M., Ad. E.**  
**Ombudsman Solution**  
**Montréal**

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Après 27 ans comme avocate de litige en droit des affaires, Me Chantal Perreault innove et offre dorénavant ses services comme Ombudsman à temps partagé, avocate-conseil en droit des actionnaires, droit disciplinaire et en matière de conflit d'intérêts. Elle est également arbitre, médiatrice accréditée en matières civiles et commerciales et formatrice.

## **CONTRIBUTION**

Me Perreault est présidente de la section Affaires de l'Association du Barreau canadien/division Québec pour 2007-2009 et du Comité d'étude sur la réforme de la LCQ, secrétaire de la section nationale depuis 2008. ● Elle a été membre du Comité de liaison du Barreau de Montréal avec la Cour d'appel (1990-1996 et 2000-2003). ● Elle a été syndique ad hoc du Barreau du Québec (1997-2004), présidente du Comité de révision des plaintes (1994-1997) et membre du Comité de discipline (1991-1997 et 2006 à aujourd'hui). ● Elle est membre du Réseau des femmes exécutives. ● Elle est l'auteure de nombreuses publications en droit des affaires notamment et elle est une conférencière recherchée.

## **RAYONNEMENT**

Elle est membre du Cercle des membres honoraires du Régiment de Maisonneuve et présidente de la Fondation Bel Essor venant en aide aux enfants multi-handicapés. Elle a été membre du conseil d'administration de la Maison Jonathan œuvrant auprès des jeunes décrocheurs (1999-2003). Elle a aussi été commissaire scolaire à Longueuil (1994-1998), présidente du conseil d'établissement de l'École Joseph-de-Sérigny (1998-2000) et de la Fondation de cette école (2000-2002).



Ad. E.



## Me Thérèse Rousseau-Houle, Ad. E. Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Thérèse Rousseau-Houle a été professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval, juge à la Cour supérieure du Québec et juge à la Cour d'appel. Elle a également siégé à la division d'appel de la Cour martiale du Canada.

### **CONTRIBUTION**

Me Rousseau-Houle, professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval dès 1973, y a occupé diverses fonctions, notamment directrice du programme de 1<sup>er</sup> cycle (1977-1979), membre de la Commission des études (1982-1985) et doyenne de la Faculté de droit (1985-1988). Elle fut alors la première femme au Canada à accéder à un tel poste. Ce qui lui a valu d'être proclamée « Femme de l'année » dans le domaine de l'éducation en 1987. ● Elle a donné de nombreuses conférences, entre autres, aux congrès de l'Association Henri-Capitant, à la Conférence des juges de la Cour du Québec, à l'Institut national de la magistrature et au Congrès des associations de la construction. ● Elle est l'auteure de nombreux articles et ouvrages, notamment celui sur le droit de la construction qui demeure encore à ce jour un livre maintes fois cité et consulté.

### **RAYONNEMENT**

Elle a été professeure invitée aux Facultés de droit des Universités de Sherbrooke et de Montréal et à l'École d'architecture de l'Université Laval. En 2008, elle a participé à la création du Fonds Thérèse Rousseau-Houle qui vise à encourager l'excellence et la poursuite des études universitaires à la maîtrise de la Faculté de droit dans le domaine du droit civil.





Ad. E.

**Me Isabel J. Schurman, Ad. E.**  
Schurman Longo Grenier  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Isabel J. Schurman, cofondatrice du cabinet, a orienté sa pratique vers le droit pénal.

## **CONTRIBUTION**

Me Schurman a été membre du conseil du Barreau de Montréal (2000-2002), en plus de s'impliquer dans des comités reliés, entre autres, au droit pénal et à l'usage de l'anglais devant les tribunaux. Depuis 1994, elle est membre de l'Association de bienfaisance de ce Barreau.

● Elle a siégé au conseil d'administration et est devenue présidente (1992-1994) de l'Association des avocats de la défense de Montréal. ● Elle est vice-présidente du Conseil canadien des avocats de la défense. ● Elle s'implique aussi au sein de l'Association du Barreau canadien, notamment en étant présidente nationale de deux comités, soit celui du droit pénal et celui de l'aide juridique. Elle est allée en Chine à deux reprises pour parler entre autres de l'importance d'un barreau indépendant. Elle a fait partie du groupe de travail sur les conflits d'intérêts. ● Elle est chargée de cours à la Faculté de droit de l'Université McGill et y enseigne la détermination de la peine. Elle participe aussi à titre de présentatrice au cours de droit pénal organisé chaque année par la Fédération des sociétés juridiques, en plus de donner de nombreuses conférences.

## **RAYONNEMENT**

Elle est une communicatrice hors pair. Elle a donné des entrevues et a été membre de panels portant sur l'administration de la justice dans le cadre de plusieurs émissions télévisées. Elle est membre de la Chambre de commerce Irlande-Canada.



Ad. E.



**Me Manuel Shacter, c.r., Ad. E.**  
McMillan s.e.n.c.r.l, s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Manuel Shacter est l'un des associés fondateurs et ancien associé directeur du bureau de Montréal. Il s'est engagé pendant de nombreuses années dans des causes relatives aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Il exerce aujourd'hui en droit des affaires.

## **CONTRIBUTION**

Me Shacter a été bâtonnier du Barreau de Montréal (1987-1988) et était très impliqué auprès des diverses instances de ce Barreau. Encore aujourd'hui, il est membre de la Conférence des anciens bâtonniers et du Comité consultatif en matière de courtoisie professionnelle. ● Il a été membre du Conseil de la magistrature du Québec (1998-2001). ● Il a enseigné la procédure civile à l'Université McGill (1970-1971) et a été membre du jury des *Meredith Lectures* de cette même Université.

## **RAYONNEMENT**

Il a été honoré de la médaille des anciens présidents de l'Association de droit Lord Reading. Il est fondateur et ancien président du Club de golf Hillsdale et du Club de curling Greystone. Il est l'un des anciens directeurs de l'Association de golf du Québec. Il s'est impliqué au sein de la communauté juive notamment à titre de président du Centre communautaire juif de Montréal (1973-1975), de président du Conseil des fiduciaires (1984-1986), dont il est toujours membre aujourd'hui. Il a aussi présidé le Conseil juif canadien, région du Québec (1992-1995), et aussi le Comité exécutif national et il s'est impliqué au B'nai Brith à titre de président de la section Mount Scopus. Il a aussi siégé au Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs.





Ad. E.

**Me Roger Tassé, O.C., c.r., Ad. E.**  
Gowling Lafleur Henderson s.r.l  
Ottawa

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Roger Tassé est associé du cabinet. Sa pratique est orientée depuis de nombreuses années en droit constitutionnel, droit administratif fédéral, droit autochtone, droit linguistique, tant sur le plan de la consultation juridique que de la négociation et de la gestion de projets, et de la plaidoirie.

## **CONTRIBUTION**

Me Tassé a été sous-solliciteur général (1972-1977) et sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada (1977-1985). Il a participé à toutes les discussions fédérales (1979-1982) qui ont mené au rapatriement de la Constitution canadienne en 1982. ● En tant que sous-ministre de la Justice, il a participé activement à l'élaboration de la *Charte canadienne des droits et libertés*, de la législation fédérale sur les droits de la personne, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, de la *Loi sur l'accès à l'information* ainsi qu'à la réforme du *Code criminel*. ● Il a aussi agi à plusieurs reprises comme conseiller constitutionnel et négociateur pour le gouvernement fédéral, entre autres, durant les négociations relatives à l'accord du Lac Meech (1987-1990) et à l'accord de Charlottetown (1992).

## **RAYONNEMENT**

Il a été président de la Fondation de l'Université du Québec à Hull (1987-1996). Cette Université lui a d'ailleurs décerné son tout premier doctorat honorifique (1992). Il a reçu le Mérite du Barreau de Hull en 2008. Il a été commissaire à la Commission scolaire Outaouais-Hull (1972-1974), membre du conseil d'administration du Collège d'enseignement général et professionnel de l'Outaouais (1976-1978) et vice-président de ce conseil (1977-1978).





Ad. E.



**Me Martine Turcotte, Ad. E.**

Bell Canada

Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

Me Martine Turcotte est chef principal du service juridique de Bell Canada. Elle est responsable de la gestion d'un contentieux de 112 personnes et de la mise en place au groupe corporatif des méthodologies « Lean Six Sigma ».

## **CONTRIBUTION**

Me Turcotte a été membre du comité des Sages chargé de revoir le modèle de gouvernance du Barreau du Québec (2005-2007). ● Elle a enseigné le droit des affaires à l'Université Concordia aux étudiants au MBA et elle a donné de nombreuses conférences ayant trait au droit commercial international aux conseillers juridiques d'entreprises. Elle a aussi été conférencière aux Journées Strasbourgeoises (2004). ● Elle a participé à plusieurs publications professionnelles dont le *Canada Journal of Insurance Law* dont elle a été rédactrice en chef adjointe, le *National Banking Law Review* et le *McGill Law Journal*.

## **RAYONNEMENT**

Elle a été reconnue en 2005, 2006 et 2007 parmi les *Top 100 Powerful Women in Canada*. Elle est membre de plusieurs conseils d'administration, dont celui du Théâtre Espace Go, du Cercle canadien de Montréal, de Bimcor Inc. et de celui de l'Association of Corporate Counsel. Elle est représentante aux affaires internes et membre des clubs Affaires internationales et Finance du London Business School et membre du Dean's Advisory Committee for the National Centre for Business Law de l'Université de Colombie-Britannique. Elle a reçu le Prix Lifetime Achievement Award for Canadian General Counsel (2005).







AVOCATS

ÉMÉRITES

Ad. E.

---

Récipiendaires 2009 de  
la *Médaille* et des *Mérites*  
du Barreau du Québec





Ad. E.

**Me Charles Doherty Gonthier,**  
**C.C, c.r., Ad. E.**  
McCarthy Tétrault  
Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## **MÉDAILLE DU BARREAU DU QUÉBEC 2009**

Me Charles D. Gonthier a d'abord exercé le droit dans des cabinets privés de renom pendant plusieurs années à Montréal. Très engagé dans son milieu professionnel, il a été président du Jeune Barreau de Montréal. Il est nommé juge à la Cour supérieure du Québec en octobre 1974. Il devient président de la Commission des juges nationaux de la Première conférence mondiale sur l'indépendance de la justice à Montréal en 1983. De 1986 à 1987, il occupe le poste de président de l'Institut canadien de l'administration de la justice, puis devient président de la Conférence canadienne des juges de 1988 à 1989. Il est nommé juge à la Cour d'appel du Québec en mai 1988 et, moins d'un an plus tard, juge à la Cour suprême du Canada.

Vivement intéressé par les arts, Charles D. Gonthier a été secrétaire honoraire du Musée des beaux-arts de Montréal pendant plusieurs années puis devient membre du conseil d'administration du Musée McCord d'histoire canadienne. Nommé Chevalier de l'Ordre des palmes académiques de France en 1988, il reçoit un doctorat honoris causa de l'Université McGill en 1990, de l'Université de Montréal en 2002 et de l'Université d'Ottawa en 2003. La Médaille du Barreau de Montréal lui est remise la même année.

Le juge Gonthier a pris sa retraite de la Cour suprême en 2003 pour rejoindre le cabinet McCarthy Tétrault de Montréal, à titre d'avocat-conseil. Président du conseil d'administration du Centre de droit international du développement durable à la Faculté de droit de l'Université McGill, dont il est Wainwright Senior Research Fellow, Me Gonthier est également commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications, l'organisme cryptologique national du Canada, depuis août 2006.



Ad. E.



Me Marie-Josée Brodeur, Ad. E.  
Tremblay, Bois, Mignault & Lemay  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2009

Me Marie-Josée Brodeur pratique le droit de la famille depuis 30 ans. Avocate aguerrie, elle est reconnue pour son expertise dans son domaine et appréciée pour ses qualités de conférencière et de formatrice, tant à l'École du Barreau du Québec qu'à la Faculté de droit de l'Université Laval. Parmi les nombreux ouvrages qu'elle a publiés, *La Loi sur le divorce annotée*, dont elle est co-auteure, est une référence en droit familial. Me Brodeur s'est vue confier récemment la présidence du Comité ad hoc du Barreau de Québec sur la réforme du *Code de procédure civile* en matière familiale. Elle est également membre de plusieurs comités au sein du Barreau du Québec, notamment celui sur le droit de la famille, le sous-comité des équivalences et le Comité de discipline.

Me Brodeur est également impliquée dans diverses activités communautaires et sociales. Pendant 15 ans, elle a été associée à la cause des enfants handicapés. D'abord, en étant pendant cinq ans membre du conseil d'administration du Centre Cardinal-Villeneuve, puis pendant 10 ans, secrétaire du conseil d'administration de la Fondation du centre.





Ad. E.

**Me Jacques Deslauriers, Ad. E.**  
Faculté de droit de l'Université Laval  
Québec

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2009**

Me Jacques Deslauriers a contribué à la formation de milliers d'avocats québécois. Professeur titulaire à l'Université Laval, il a aussi enseigné comme professeur invité aux universités d'Ottawa, de Sherbrooke et de Montréal, et à l'École du Barreau. Véritable référence dans le domaine des contrats, des sûretés et de l'insolvabilité, Me Deslauriers a publié de nombreux ouvrages de référence sur ces sujets. Il a en outre participé à la formation continue des membres de la magistrature, en plus de siéger au Comité sur les sûretés du Barreau du Québec. Il est également gouverneur de la Fondation du Barreau et Chevalier du Cercle du recteur de la Fondation de l'Université Laval.

Me Deslauriers a créé l'an dernier le Fonds Jacques-Deslauriers, qu'il a personnellement pourvu d'une somme de 125 000 \$, et qui est destiné à aider les étudiants méritants à compléter leurs mémoires ou leurs essais pour l'obtention de leur diplôme de deuxième cycle en droit civil patrimonial à la Faculté de droit de l'Université Laval.



Ad. E.



**Me Francis Gervais, Ad. E.**  
Deveau, Bourgeois, Gagné, Hébert  
& associés s.e.n.c.r.l.  
Laval

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2009**

Le bâtonnier Francis Gervais est reconnu pour son esprit d'analyse juridique et sa maîtrise des domaines variés du droit, plus particulièrement du droit civil et du droit municipal. Après avoir été membre du comité provisoire et du premier conseil du Barreau de Laval, il est devenu bâtonnier du Barreau de Laval (1993-1994). Président de l'Association des avocats et avocates de province de 1996 à 1997, Me Gervais a été bâtonnier du Barreau du Québec (2001-2002) et président de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2003-2004). Il est professeur à l'École du Barreau depuis 1983 et agit régulièrement comme conférencier auprès de divers organismes. De plus, il exerce la fonction de conseiller à l'éthique auprès des membres de son cabinet et celle de substitut au commissaire à l'éthique de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles.

Me Gervais siège au conseil d'administration de la Fondation du Barreau du Québec, et à celui du Centre international de la gouvernance de Montréal (UQAM) et au conseil exécutif canadien de l'Union internationale des avocats. Il a également siégé aux conseils d'administration de la Fondation des maladies du cœur du Québec et de la Cité de la santé de Laval et de celui de la division Québec de l'Association du Barreau canadien.





Ad. E.

**Me Pierre Paradis, Ad. E.**  
Paradis Dionne Inc.  
Thetford Mines

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2009**

Me Pierre Paradis est membre du Barreau depuis 1969 et a œuvré pendant toute sa carrière en pratique privée à Thetford Mines, plus particulièrement dans les secteurs de la responsabilité, du litige, du droit corporatif et commercial, du droit du travail et du droit municipal. Actif tant au sein de sa communauté qu'au Barreau du Québec, Me Paradis a été bâtonnier du Barreau d'Arthabaska (1990-1991), membre du Comité exécutif du Barreau (1991-1993) et membre de nombreux autres comités du Barreau. Il a également siégé au conseil d'administration de la Corporation de services du Barreau du Québec avant d'en devenir le trésorier, puis le président depuis 2004.

Me Pierre Paradis a œuvré au sein de plusieurs organismes de charité et a été président d'honneur de diverses fondations. Il a été membre du Conseil d'administration du C.H.R.A., président du Club Richelieu et du Club de Golf et de Curling de Thetford et membre des Chevaliers de Colomb. Son engagement dans le milieu a été souligné par la remise d'une médaille émise à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Reine.







**Juanita Westmoreland-Traoré**  
 Juge à la Cour du Québec  
 Montréal

*Ces notes biographiques ne sont pas exhaustives.*

## LE MÉRITE CHRISTINE-TOURIGNY 2009

Le Mérite Christine-Tourigny est remis à la juge Juanita Westmoreland-Traoré pour son engagement social et son apport à l'avancement des femmes dans la profession. En raison de son leadership et de ses nombreux engagements, elle a aidé à ouvrir de nouveaux horizons aux femmes de toutes les origines ethniques au sein de la profession. Grâce à son cheminement professionnel et à son rayonnement, elle a contribué à enrichir le milieu juridique et à refléter le caractère diversifié de la société québécoise.

Après plusieurs années en pratique privée et comme professeure de droit à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal, la juge Westmoreland-Traoré a été membre de la Commission canadienne des droits de la personne pendant trois ans, avant de devenir la première titulaire du poste de présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec (1985-1990). Elle a été ensuite présidente de la Commission de l'équité en matière d'emploi de l'Ontario (1991-1995), et conseillère des Nations Unies auprès de la Commission de vérité et de justice en Haïti. Doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Windsor (1996-1999), elle est nommée juge à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec en 1999. La juge Westmoreland-Traoré est la première femme noire et la première personne d'origine africaine à accéder à la magistrature au Québec.

Officier de l'Ordre national du Québec depuis 1991, médaillée de l'Université de Montréal pour sa contribution aux droits de la personne, elle a siégé aux conseils de Centraide de Montréal, de la Ligue des droits de l'AQOCI, du Comité national d'action sur le statut de la femme et du Congrès national des femmes noires.



*Rendez-vous  
l'année prochaine  
pour rendre hommage  
à de nouveaux*

**AVOCATS**

**ÉMÉRITES**

**Ad. E.**





# Ad. E.



## **Maison du Barreau**

445, boulevard Saint-Laurent  
Montréal (Québec) H2Y 3T8

T 514 954-3400  
Sans frais 1 800 361-8495

[information@barreau.qc.ca](mailto:information@barreau.qc.ca)  
[www.barreau.qc.ca](http://www.barreau.qc.ca)

Édité en mai 2009

**Barreau**  
du Québec

